



Vendredi 3 décembre 1954,
à 11 heures

New-York

SOMMAIRE

	Pages
Point 38 de l'ordre du jour:	
Prévisions budgétaires pour l'exercice financier 1955 (suite)	273
Point 48 de l'ordre du jour:	
Indemnités accordées par le Tribunal administratif des Nations Unies: avis consultatif de la Cour interna- tionale de Justice	275

Président: M. Pote SARASIN (Thaïlande).

*En l'absence du Président, M. M. I. Botha (Union
Sud-Africaine), Vice-Président, assume la présidence.*

POINT 38 DE L'ORDRE DU JOUR

**Prévisions budgétaires pour l'exercice financier
1955 (A/2647, A/2688) [suite]**

AFFECTATION DES SOMMES RETENUES AU TITRE DU
BARÈME DES CONTRIBUTIONS DU PERSONNEL (A/
2799, A/C.5/584, A/C.5/L.315, A/C.5/L.316)
[suite]

1. M. EL MESSIRI (Egypte) reconnaît que la meilleure solution du problème serait certainement que tous les Etats Membres ratifient la Convention sur les privilèges et immunités. En attendant, le plan de péréquation des impôts établi par le Secrétaire général (A/C.5/584) et très bien analysé par le Comité consultatif dans son rapport (A/2799) constitue le seul moyen de mettre fin à l'état de choses actuel, qui oblige les Etats Membres qui ont exonéré leurs ressortissants à prendre à leur charge les impôts payés par les fonctionnaires citoyens des pays qui n'ont pas ratifié la Convention.

2. Le représentant de l'Egypte s'étonne donc que le Comité consultatif qui, en 1953, recommandait¹ d'inviter le Secrétaire général à soumettre à la neuvième session de l'Assemblée générale des propositions touchant la solution du problème, estime maintenant préférable de ne pas mettre à exécution le plan du Secrétaire général, plan dont il reconnaît d'ailleurs les mérites. Le Comité consultatif se contente de recommander à la Commission d'inviter le Secrétaire général à poursuivre les pourparlers qu'il a engagés avec les dix-sept Etats Membres intéressés en vue de les amener à adhérer à la Convention ou, à défaut, à prendre les mesures nécessaires pour que tous les fonctionnaires soient exonérés de l'impôt. La délégation égyptienne comprend les motifs qui inspirent cette recommandation, mais elle n'en pense pas moins qu'il est temps de mettre un terme à cette situation qui dure depuis trop longtemps. Puisque la solution idéale, c'est-à-dire

la ratification, par tous les Membres, de la Convention sur les privilèges et immunités, n'est pas à la portée de la Commission, celle-ci doit prendre les mesures qui sont en son pouvoir pour que cesse l'injustice actuelle et adopter le plan préconisé par le Secrétaire général.

3. M. THERON (Union Sud-Africaine) souligne que le système actuel entraîne une inégalité entre les Etats Membres et impose aux petits pays une charge financière particulièrement lourde. Le plan de péréquation suggéré par le Secrétaire général est donc le bienvenu.

4. La délégation de l'Union Sud-Africaine est également déçue par les conclusions du Comité consultatif qui sont dépourvues de réalisme et négligent par trop l'aspect financier de la question. Le Comité consultatif reproche au plan du Secrétaire général de ne pas assurer l'application intégrale du principe de l'équité à l'égard des Etats Membres. Il n'en reste pas moins que, si ce plan était approuvé, la somme requise pour le remboursement de l'impôt serait de 105.625 dollars, et non de 1.650.000 dollars.

5. Etant donné toutefois les engagements pris au cours de la 472^e séance par la délégation des Etats-Unis, l'Union Sud-Africaine acceptera que l'examen de cette question soit ajourné jusqu'à la dixième session. Elle n'en demeure pas moins convaincue de la nécessité de trouver à ce problème une solution définitive et acceptable pour tous.

6. M. KOSTIC (Yougoslavie) souligne que le refus des certains Membres de ratifier la Convention sur les privilèges et immunités, malgré les appels pressants qui leur ont été adressés à plusieurs reprises, oblige chaque année l'Assemblée générale à inscrire au budget une somme considérable pour le remboursement des impôts nationaux payés par les fonctionnaires du Secrétariat, et à consacrer une partie de son temps à l'examen de la question.

7. Les discussions qui viennent d'avoir lieu montrent que les positions n'ont pas changé. Il faut donc remercier le Secrétaire général d'avoir soumis un plan qui marque au moins un progrès vers la solution du problème qui préoccupe tant de délégations. Le seul moyen de remédier à cette situation de façon vraiment satisfaisante serait évidemment que tous les Etats Membres ratifient la Convention sur les privilèges et immunités, mais cette solution ne semble pas du domaine des réalités. En attendant, le plan de péréquation du Secrétaire général aurait l'avantage d'assurer l'application du principe de l'équité à l'égard des Etats Membres et celui de l'égalité entre les fonctionnaires. Cette proposition a certes ses points faibles: elle n'ouvre pas la voie à une solution définitive et correcte d'un problème qui met dans une position délicate, non seulement les délégations des pays qui n'ont pas ratifié la Convention, mais aussi celles des pays qui l'ont ratifiée.

8. La délégation yougoslave est consciente des difficultés d'ordre constitutionnel auxquelles se heurtent les

¹ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, huitième session, Annexes, point 38 de l'ordre du jour, A/2580, par. 14.

Etats qui n'ont pas ratifié la Convention. Mais tous les Etats éprouvent des difficultés de ce genre. Du fait que le pays hôte, dont la situation est très avantageuse, soit parmi ceux qui n'ont pas ratifié la Convention, de nombreuses délégations ont chaque année plus de mal à justifier devant le gouvernement, le parlement et l'opinion publique de leur pays la position qu'elles ont prise en ce qui concerne ce problème.

9. L'intervention du représentant des Etats-Unis à la 472ème séance montre que le Gouvernement des Etats-Unis comprend les préoccupations des autres Etats Membres et reconnaît qu'ils sont fondés à se plaindre de devoir financer le remboursement des impôts payés par les citoyens des Etats-Unis. Cette nouvelle attitude est encourageante et permet d'espérer que la question de la double imposition sera bientôt résolue.

10. La délégation yougoslave regrette donc que le Comité consultatif ne s'étende pas davantage sur les raisons pour lesquelles il estime préférable de ne pas mettre à exécution pour le moment le plan exposé dans le rapport du Secrétaire général. Il y aurait certes un intérêt capital pour l'Organisation à ce que les Etats Membres acceptent la Convention sans réserves, mais cette question a aussi d'autres aspects extrêmement importants.

11. La délégation yougoslave demeure convaincue qu'il est possible à la Commission de trouver, dès la présente session, une solution qui serait acceptable pour toutes les parties intéressées. Elle est donc d'avis que l'Assemblée devrait adopter une résolution par laquelle elle approuverait le plan proposé par le Secrétaire général dans le document A/C.5/584 et déciderait, étant donné les difficultés constitutionnelles des Etats qui n'ont pas encore ratifié la Convention, de surseoir pendant un an à l'application de ladite résolution. Ainsi, on confirmerait le principe de l'égalité des Etats Membres, tout en laissant aux Etats qui n'ont pas encore ratifié la Convention un délai d'un an pendant lequel il serait peut-être possible de parvenir à une solution définitive du problème. La seule différence entre cette solution et celle qu'a préconisée la délégation des Etats-Unis est que l'Assemblée prendrait dès maintenant une décision. Le représentant de la Yougoslavie ne croit pas que l'on pourrait interpréter cette décision comme une tentative d'empiètement sur la souveraineté d'un Etat Membre des Nations Unies, ou comme un moyen de faire pression sur le gouvernement ou le parlement d'un Etat Membre. En d'autres termes, la résolution approuvant le plan du Secrétaire général ne prendrait pas effet avant le 1er janvier 1956, à moins que, d'ici là, la Convention ait été ratifiée par les Membres qui ne l'ont pas encore ratifiée, ou qu'une autre solution ait été trouvée.

12. Le Secrétaire général devrait également être invité à présenter à la dixième session de l'Assemblée générale un rapport sur l'état de la question, et à prendre contact entre temps avec les gouvernements intéressés afin de rechercher quelque autre solution. S'il ne se produit aucun fait nouveau, le plan du Secrétaire général entrera en vigueur le 1er janvier 1956, et la question n'aura pas à être examinée à la dixième session. Toutefois, s'il apparaît possible, au cours de l'année qui vient, de trouver une solution pratique, ou si la Convention est ratifiée, l'Assemblée générale, à sa dixième session, examinera ces faits nouveaux et

prendra les mesures qui s'imposent. Quoi qu'il en soit, l'Organisation pourra réaliser des économies considérables à partir du 1er janvier 1956. La délégation yougoslave estime que cette solution est de nature à concilier les points de vue des Etats qui n'ont pas encore ratifié la Convention et ceux des Etats qui l'ont déjà ratifiée. Elle devrait donc à ce titre pouvoir recueillir l'assentiment de la Commission.

13. M. BIHIN (Belgique) estime que le Secrétaire général fait des efforts méritoires pour trouver une formule qui permette de remédier enfin à un état de choses regrettable qui dure depuis de nombreuses années. La délégation belge hésite à souscrire dès maintenant à ce plan, mais elle pense qu'il facilitera dans un avenir proche la solution du problème, d'autant plus que la dernière intervention du représentant des Etats-Unis est des plus encourageantes. La délégation belge appuiera donc la recommandation du Comité consultatif qui a l'avantage de laisser la porte ouverte à des nouvelles adhésions à la Convention, solution qui est sans aucun doute la plus satisfaisante.

14. Il lui est difficile de se prononcer à ce stade sur la suggestion de la Yougoslavie, mais il craint, à priori, qu'elle ait l'inconvénient de lier l'Assemblée. Mieux vaut laisser au Secrétaire général la plus entière liberté, afin qu'il puisse plus facilement amener d'autres Etats à adhérer à la Convention sur les privilèges et immunités.

15. M. FRIIS (Danemark) pense également que le plan du Secrétaire général est très ingénieux, tant du point de vue administratif que du point de vue pratique. Il ne peut être accueilli que favorablement par le Danemark qui, ayant ratifié la Convention, exonère de l'impôt les ressortissants danois qui sont employés par l'Organisation et, d'autre part, contribue aux dépenses qu'entraîne le remboursement des impôts payés par les ressortissants des Etats qui n'ont pas ratifié la Convention.

16. Etant donné toutefois que la thèse du Comité consultatif semble appuyée par la majorité de la Commission, et vu la dernière déclaration du représentant des Etats-Unis, la délégation danoise ne demande pas que le plan du Secrétaire général soit mis en œuvre dès maintenant. M. Friis regrette de ne pouvoir approuver la suggestion de la Yougoslavie. A son avis, la Cinquième Commission devra de nouveau examiner la question à la prochaine session. Le résultat des négociations menées par le Secrétaire général et des efforts entrepris par le Gouvernement des Etats-Unis pour trouver une solution acceptable pourra avoir une influence décisive sur la décision que prendra la Commission à la dixième session. Enfin, le représentant du Danemark tient à indiquer qu'il partage les vues exprimées par la délégation française à la 473ème séance.

17. M. VAN ASCH VAN WIJCK (Pays-Bas) constate que le plan du Secrétaire général est, de l'avis général, très ingénieux, mais que la majorité des délégations semble préférer, comme le Comité consultatif, qu'il ne soit pas mis à exécution pour le moment. Afin de faciliter les travaux de la Commission, la délégation des Pays-Bas dépose donc un projet de résolution dont on trouvera le texte dans le document A/C.5/L.316 (édition provisoire). Ce texte, comme on pourra le noter, ne porte que sur la procédure à suivre et n'affecte pas le fond du problème.

18. M. BIHIN (Belgique) se déclare prêt à appuyer le projet de résolution des Pays-Bas.

19. M. MELO LECAROS (Chili) se prononcera en faveur du projet de résolution des Pays-Bas, mais souhaiterait que l'on modifie légèrement le paragraphe 1 du dispositif; en effet, il se peut fort bien qu'un Etat ait déjà adhéré à la Convention sur les privilèges et immunités, mais que les dispositions de cet instrument ne soient pas encore en vigueur sur son territoire si la procédure de ratification que prévoit la constitution de ce pays n'est pas encore terminée.

20. M. VAN ASCH VAN WIJCK (Pays-Bas), eu égard à l'observation du représentant du Chili, propose de remplacer les mots "n'ont pas encore adhéré" par les mots "ne sont pas encore devenus parties" au paragraphe 1 du dispositif du projet qu'il a présenté (A/C.5/L.316, édition provisoire).

21. M. LIVERAN (Israël) (Rapporteur) pense que cette modification est de nature à donner satisfaction au représentant du Chili; en effet, les Etats ne deviennent parties à la Convention que lorsque la procédure de ratification est terminée et que les dispositions de cet instrument sont mises en vigueur.

22. M. FRIIS (Danemark) approuve le projet de résolution des Pays-Bas, qui correspond bien aux vues de sa délégation; toutefois, il demande au représentant des Pays-Bas de bien vouloir prendre en considération les difficultés que soulève pour les délégations des petits pays l'examen de problèmes importants et compliqués et d'accepter de fixer une date limite pour la présentation, à la dixième session de l'Assemblée générale, du rapport du Secrétaire général; il propose de remplacer les mots "à la dixième session de l'Assemblée générale, un rapport", par les mots "un rapport à l'Assemblée générale, deux mois avant l'ouverture de la dixième session au plus tard" à la fin du premier paragraphe du dispositif (A/C.5/L.316, édition provisoire).

23. M. VAN ASCH VAN WIJCK (Pays-Bas) n'est pas opposé, en principe, à cet amendement; toutefois, le Secrétaire général n'est pas la seule partie intéressée, et ses négociations avec dix-sept Etats Membres peuvent être longues; il est à craindre que, deux mois avant l'ouverture de la dixième session, le Secrétaire général ne puisse faire mieux que présenter un rapport provisoire. Il demande donc au représentant du Danemark s'il se contenterait des mots "à une date aussi rapprochée que possible, avant la dixième session".

24. M. FRIIS (Danemark) accepte cette formule.

25. M. ANDERSEN (Secrétariat) partage le sentiment du représentant des Pays-Bas sur les inconvénients qu'il y aurait à fixer des délais trop courts. En tout état de cause, le Secrétaire général peut donner à la Commission l'assurance qu'il publiera aussitôt que possible un rapport final sur la question.

26. Le PRESIDENT indique que l'édition définitive du projet de résolution (A/C.5/L.316) comprend les deux amendements que le représentant des Pays-Bas vient de présenter et propose qu'en tout état de cause le Rapporteur fasse état de l'observation et du vœu présentés par la délégation danoise dans le rapport de la Commission.

Il en est ainsi décidé.

27. M. RAO (Inde), après avoir rappelé que le rapport du Secrétaire général est fondé sur une décision que la Commission a adoptée à sa dernière session²

sur la recommandation du Comité consultatif, souligne que cette question importante intéresse aussi bien les Etats Membres que les fonctionnaires de l'Organisation. Il reconnaît les mérites du plan du Secrétaire général et note que le Comité consultatif recommande de remettre une fois de plus à l'année suivante la recherche d'une solution. Toutefois, l'intervention du représentant des Etats-Unis a apporté un élément nouveau. Les Etats-Unis, qui contribuent pour une part importante au budget de l'Organisation, se doivent de veiller à ce que les principes de la Charte soient rigoureusement respectés. Il est certain que les sommes remboursées aux fonctionnaires américains employés à New-York représentent la plus grande partie de la dépense imposée aux Etats Membres, mais il ne faut pas oublier que les seize autres Etats qui n'ont pas ratifié la Convention ne sont pas moins responsables de la situation actuelle. La délégation indienne a accueilli avec la plus grande satisfaction la suggestion de la délégation des Etats-Unis et attendra pour se prononcer d'être saisie de propositions plus précises.

28. Bien qu'elle approuve le plan préconisé par le Secrétaire général, la délégation de l'Inde, en raison de l'engagement pris par les Etats-Unis, s'abstiendra lorsque la recommandation du Comité consultatif sera mise aux voix. Elle désire enfin qu'il soit bien entendu qu'elle désapprouve l'attitude des seize autres Etats Membres qui n'ont pas encore ratifié la Convention sur les privilèges et immunités.

29. Pour M. NATANAGARA (Indonésie) cette question délicate met en jeu trois principes également importants: a) celui de l'équité à l'égard des Etats Membres, b) celui de l'égalité entre les fonctionnaires, et c) celui de l'égalité des citoyens devant l'impôt.

30. L'application du barème des contributions du personnel respecte le deuxième de ces principes. Si les dix-sept Etats Membres qui n'ont pas encore signé la Convention devenaient parties à cet instrument, l'application intégrale du premier principe serait assurée automatiquement. Toutefois, cela présente des difficultés tant politiques que pratiques. Une modification du système actuel s'impose, et, à cet égard, la proposition du Secrétaire général serait beaucoup plus équitable que le système actuel, car le montant des crédits nécessaires pour le remboursement des impôts serait ramené de 1.650.000 dollars à 105.625 dollars.

31. L'engagement que la délégation des Etats-Unis a pris à la 472ème séance apporte un élément nouveau, car il est la preuve que le Gouvernement des Etats-Unis reconnaît l'importance du problème. La proposition des Etats-Unis ne mettrait fin à la controverse sur cette question qu'à partir de 1956. Ayant pris en considération la recommandation du Comité consultatif et étant donné les objections que le représentant des Etats-Unis a élevées contre la proposition du Secrétaire général, la délégation indonésienne appuiera la recommandation du Comité consultatif.

32. M. TCHETCHYOTKINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) constate que la discussion est devenue une variation sur le thème "Oublions le passé". En somme, on suggère que la majorité des Etats souverains consentent à différer l'application du principe de l'équité à l'égard des Etats Membres et à attendre le bon vouloir d'un seul Etat. De l'avis de la délégation de l'URSS, la Commission, saisie du plan du Secrétaire général (A/C.5/584), doit étudier la question du seul point de vue budgétaire et abroger

² *Ibid.*, A/2624, par. 16.

dès maintenant un système qui entraîne une lourde charge budgétaire pour la plupart des pays et viole le principe de l'équité à l'égard des Etats Membres.

33. Pour ce qui est du projet de résolution des Pays-Bas (A/C.5/L.316), il est difficile d'admettre qu'il s'agit d'une résolution de simple procédure; en fait, c'est la recommandation du Comité consultatif reprise sous forme de projet de résolution; aussi la délégation de l'URSS adoptera-t-elle à l'égard de ce projet la même attitude qu'à l'égard de la recommandation du Comité consultatif.

34. D'autre part, la Yougoslavie propose une solution qui, elle non plus, n'est pas satisfaisante, car il n'y a pas de raison de continuer à payer en 1955 une somme considérable pour le remboursement des impôts.

35. M. FULBRIGHT (Etats-Unis d'Amérique) remercie ceux des membres de la Commission qui ont bien voulu marquer leur sympathie à l'égard de la position de la délégation des Etats-Unis. Le représentant des Etats-Unis se prononcera en faveur du projet de résolution des Pays-Bas.

36. M. TCHERNYCHTENKO (République socialiste soviétique de Biélorussie) constate que le représentant des Etats-Unis admet l'existence d'une injustice, mais propose le maintien de cette injustice pour une autre année. Il n'y a pas lieu de renvoyer une fois encore l'examen de la question: la première mesure à prendre est l'adoption du plan du Secrétaire général. La délégation des Etats-Unis a maintes fois promis de régler la question, mais ses promesses sont toujours restées lettre morte, et, si la Commission se fie encore à ces promesses, cinquante-neuf Etats Membres auront encore à payer 1.500.000 dollars au Trésor des Etats-Unis en 1955.

37. Plusieurs délégations, favorables au plan du Secrétaire général, acceptent cependant d'attendre encore une année avant de le mettre en vigueur; il serait préférable d'adopter ce plan immédiatement, ce qui permettrait de supprimer dès 1955 l'injustice existante; dans l'avenir, si le Gouvernement des Etats-Unis prend de nouvelles mesures, le plan n'aura plus de raison d'être. En conclusion, la délégation de la RSS de Biélorussie pense que la Commission doit adopter les propositions du Secrétaire général, et elle votera contre le projet de résolution des Pays-Bas.

38. M. KULAGA (Pologne) propose formellement que la Commission adopte les propositions du Secrétaire général. En outre, c'est sur ces propositions que la Commission devrait se prononcer en premier, puisque le plan du Secrétaire général est celui qui s'écarte le plus du régime actuel. En adoptant le projet de résolution des Pays-Bas, la Commission reconnaîtrait qu'en 1955 il faudra payer une somme de 1.650.000 dollars pour le remboursement des impôts, ce qui montre bien que le texte des Pays-Bas vise le fond de la question, et non pas seulement la procédure.

39. M. TCHETCHYOTKINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) fait observer que, dans son projet de résolution, le représentant des Pays-Bas prévoit seulement la continuation des négociations entre le Secrétaire général et les Etats-Unis — à laquelle personne ne s'oppose — et ne tient aucun compte des instructions données au Secrétaire général à la huitième session. Le Secrétaire général a exécuté ces instructions et a présenté un plan: l'Assemblée générale doit prendre une décision sur ce plan. A ce sujet, le représentant de l'URSS demande au représentant des Pays-Bas ce qu'il

entend en disant de son projet de résolution qu'il "ne porte que sur la procédure".

40. M. VAN ASCH VAN WIJCK (Pays-Bas) indique que le sens de son projet de résolution ressort clairement du paragraphe 2 du dispositif: en fait, il propose l'ajournement de l'examen du rapport du Secrétaire général et le renvoi de la question à la dixième session.

41. Le PRESIDENT constate que le projet de résolution des Pays-Bas est en fait une proposition d'ajournement; il invite les membres de la Commission à se prononcer d'abord sur ce projet; le cas échéant, il mettra aux voix la proposition de la Pologne.

42. M. CAFIERO (Argentine) approuve la décision du Président.

43. M. TCHETCHYOTKINE (Union des Républiques socialistes soviétiques), se fondant sur l'interprétation que vient de donner le représentant des Pays-Bas, votera contre ce projet de résolution.

44. Le PRESIDENT met aux voix le projet de résolution des Pays-Bas (A/C.5/L.316).

Par 35 voix contre 5, avec 6 abstentions, le projet de résolution est adopté.

45. M. TCHETCHYOTKINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) demande que le projet de rapport de la Commission donne toutes précisions concernant la nature du projet de résolution des Pays-Bas, telle qu'elle vient d'être définie par le représentant de ce pays.

46. M. LIVERAN (Israël) (Rapporteur) souligne que les différentes interprétations et explications qui ont été données au sujet de la nature de ce projet de résolution font partie du débat et, comme telles, figureront dans le rapport.

47. M. BUNCHOEM (Thaïlande) précise que la délégation thaïlandaise a voté pour le projet de résolution des Pays-Bas, bien que la Thaïlande soit l'un des dix-sept pays qui n'ont pas encore adhéré à la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies. Toutefois, le fait qu'elle n'a pas encore adhéré à cette Convention ne signifie nullement qu'elle n'est pas disposée à accorder aux fonctionnaires des Nations Unies l'exonération de l'impôt national sur le revenu. Dans la pratique, le Gouvernement thaïlandais a déjà appliqué les dispositions de la section 18, b, de la Convention. En effet, depuis la création de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient (CEAEO) à Bangkok, il a pris diverses mesures législatives et administratives — solution envisagée par le Comité consultatif au paragraphe 12 de son rapport (A/2799) — afin d'accorder cette exonération aux fonctionnaires de la CEAEO; il a d'autre part conclu avec l'Organisation des Nations Unies un accord relatif à la CEAEO qui prévoit l'octroi aux fonctionnaires des Nations Unies de certains des privilèges et immunités dont jouit le personnel diplomatique.

POINT 48 DE L'ORDRE DU JOUR

Indemnités accordées par le Tribunal administratif des Nations Unies: avis consultatif de la Cour internationale de Justice (A/2701, A/C.5/607, A/C.5/L.317)

48. Le PRESIDENT rappelle qu'au cours des débats que la Cinquième Commission a consacrés en 1953 à l'ouverture d'un crédit supplémentaire pour le verse-

ment des indemnités accordées par le Tribunal administratif des Nations Unies dans onze affaires, d'importantes questions juridiques ont été soulevées, et l'Assemblée générale a décidé, par sa résolution 785 (VIII), de demander à la Cour internationale de Justice si elle avait le droit, pour une raison quelconque, de refuser d'exécuter un jugement du Tribunal accordant une indemnité à un fonctionnaire des Nations Unies à l'engagement duquel il a été mis fin sans l'assentiment de l'intéressé. La Cour a rendu son avis³ le 13 juillet 1954, et a répondu à cette question par la négative. D'autre part, l'Assemblée a invité le Secrétaire général, sur proposition du représentant de l'Argentine, à présenter un rapport sur la possibilité de créer une caisse spéciale d'indemnisation. Compte tenu de l'avis de la Cour, la Commission doit maintenant prendre une décision sur le rapport du Secrétaire général (A/C.5/607).

49. Le SECRETAIRE GENERAL, se référant au rapport qu'il a soumis au sujet de la création d'une caisse spéciale d'indemnisation, indique que, maintenant, le Secrétariat n'aurait pas à prendre d'autre initiative si l'Assemblée générale prenait acte de l'avis émis par la Cour internationale de Justice. Ainsi, du point de vue du Secrétaire général, le rapport relatif à l'avis consultatif et le rapport sur la caisse spéciale d'indemnisation, pris conjointement, permettent de résoudre entièrement le problème qui s'est posé.

50. M. FULBRIGHT (Etats-Unis d'Amérique) déclare que son gouvernement ne partage pas l'opinion de la majorité exprimée dans l'avis de la Cour internationale de Justice. Ni la Charte des Nations Unies ni le Statut du Tribunal administratif ne prévoient que les décisions d'un organe créé par l'Assemblée générale pour juger des questions relatives aux pouvoirs de l'Assemblée et du Secrétaire général vis-à-vis du personnel ont un caractère obligatoire pour l'Assemblée générale elle-même. Une telle conclusion serait pleine de dangers, au cas notamment où le Tribunal s'écarterait des règles juridiques qui ont présidé à sa création et qui constituent la seule base valable de ses décisions.

51. Le représentant des Etats-Unis cite certains passages des opinions émises par les juges de la Cour qui n'ont pas partagé l'avis de la majorité. En particulier, M. Alvarez a estimé que l'Assemblée ne doit exécuter les sentences du Tribunal que si celui-ci est resté dans les limites de ses attributions (A/2701, p. 73 et 74). M. Hackworth a déclaré qu'à son avis il n'était nullement nécessaire que le statut du Tribunal administratif contint une réserve en vertu de laquelle l'Assemblée aurait le droit de reviser les décisions du Tribunal administratif (A/2701, p. 80), et qu'on ne saurait attacher un sens déterminant au nom ou à la fonction du Tribunal (A/2701, p. 81). Il a estimé que le Tribunal administratif n'est pas un organe créé par la Charte, mais un "organe subsidiaire" de l'Assemblée; son jugement ne crée pas *ipso facto* d'obligation à l'encontre des Nations Unies ou de droit acquis au profit du fonctionnaire (A/2701, p. 85). M. Carneiro a souligné que, si elles n'étaient pas soumises au contrôle de l'Assemblée générale, les décisions de cet "organe subsidiaire" seraient obligatoires pour deux "organes principaux" — l'Assemblée générale et le Secrétaire général — même

dans des matières de leur compétence (A/2701, p. 95 et 96). Enfin, M. Winiarski a rappelé qu'aucun acte ne peut produire d'effets légaux s'il est juridiquement nul (A/2701, p. 65).

52. Ces quatre avis renforcent la conviction de la délégation des Etats-Unis et font ressortir la nécessité de prendre des mesures appropriées pour éviter les conséquences possibles d'une décision judiciaire erronée. Si la délégation des Etats-Unis ne partage pas l'avis de la Cour en ce qui concerne la position du Tribunal administratif vis-à-vis des principaux organes des Nations Unies, elle se conformera toutefois à son attitude traditionnelle, et reste disposée à respecter l'autorité et la compétence de la Cour.

53. L'avis rendu par la Cour indique clairement que l'Assemblée doit prendre des mesures pour assurer la possibilité d'une revision des jugements du Tribunal administratif; la seule solution est donc d'amender le Statut de ce tribunal. En effet, comme la Cour l'a souligné, "le Statut du Tribunal administratif n'a prévu aucune sorte de revision des jugements, qui, aux termes de l'article 10, par. 2, sont définitifs et sans appel... Pour que les jugements prononcés par un tel tribunal pussent être révisés par un corps autre que ce tribunal lui-même, il faudrait... que le Statut de ce tribunal ou les autres instruments juridiques qui le régissent contiennent des dispositions expresses à cet effet. L'Assemblée générale a le pouvoir d'amender le Statut du Tribunal administratif, en vertu de l'article 11 de ce statut, et de prévoir des voies de recours devant un autre organe" (A/2701, p. 54 et 56). Le représentant des Etats-Unis souligne que la revision des jugements est chose très courante dans les systèmes juridiques nationaux; elle est même une condition essentielle de leur bon fonctionnement.

54. C'est pour ces raisons que la délégation des Etats-Unis s'est jointe à la délégation de l'Argentine pour proposer des amendements (A/C.5/L.317) au Statut du Tribunal administratif, afin de permettre à l'Assemblée générale, sur proposition d'un Etat Membre ou du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, et si elle en décide ainsi à la majorité simple, de renvoyer tout jugement rendu par le Tribunal administratif à une commission de réformation composée de trois membres, dont le premier serait élu par l'Assemblée générale, le second nommé par le Président de la Cour internationale de Justice et le troisième désigné par les deux premiers agissant de concert. Si une telle proposition était faite, l'effet du jugement serait suspendu jusqu'au moment où l'Assemblée générale aurait, à sa session suivante, statué sur ladite proposition. Les auteurs du projet de résolution proposent d'autre part d'amender le paragraphe 1 de l'article 9 du Statut afin de ne pas rendre illusoire la disposition fixant un maximum pour l'indemnité qui peut être accordée par le Tribunal. Ils proposent enfin de modifier les paragraphes 1 et 4 de l'article 2, afin d'indiquer clairement au Tribunal administratif qu'il doit tenir dûment compte des intentions et de l'interprétation de l'Assemblée générale pour l'application de son statut et du Statut du personnel. Grâce à ces amendements, il sera souvent possible d'éviter d'avoir à reviser les jugements du Tribunal.

55. La délégation des Etats-Unis aurait préféré présenter un simple amendement autorisant l'Assemblée générale à remettre en question et, le cas échéant, à rejeter les décisions du Tribunal administratif en ma-

³ Effet de jugements du Tribunal administratif des Nations Unies accordant indemnité, avis consultatif du 13 juillet 1954: C.I.J., Recueil 1954, p. 47; reproduit dans le document A/2701.

tière d'indemnités. Elle a cependant tenu compte de l'avis de la Cour internationale de Justice pour présenter ces amendements, qui constituent la mesure minimum que l'Assemblée doit prendre pour aider le Tribunal à remplir aux mieux ses fonctions dans l'intérêt de l'Organisation des Nations Unies. Elle désire avant tout assurer le bon fonctionnement du Tribunal administratif, et c'est pour respecter ce principe qu'elle

a proposé des amendements au Statut du Tribunal. Conformément à ce principe, elle appuie la proposition du Secrétaire général tendant à créer une caisse spéciale d'indemnisation (A/C.5/607) ; c'est d'ailleurs cette proposition qu'elle a reprise au dernier paragraphe du dispositif de son projet de résolution (A/C.5/L.317).

La séance est levée à 13 h. 25.